

Alex Krainer : effondrement obligataire et nouvel ordre économique chinois

Alex Krainer est analyste de marché, auteur et ancien gestionnaire de fonds spéculatifs. Krainer affirme que la crise du marché obligataire se propagera à l'ensemble du système financier et créera de fortes incitations à utiliser la puissance militaire pour acquérir de nouvelles possessions coloniales afin de sauver la situation. Toutefois, le modèle économique financiarisé s'effondrera, et l'ensemble du modèle économique sera discrédité. * Substack d'Alex Krainer : <https://alexkrainer.substack.com/>
* Podcast d'Alex Krainer : <https://www.youtube.com/@kraineralex> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennndiesen> Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour à tous. Aujourd'hui, nous recevons Alex Krainer, analyste de marché, auteur et ancien gestionnaire de fonds spéculatif. Merci de revenir dans l'émission.

#Alex Krainer

Merci pour l'invitation, Glenn. C'est toujours un plaisir de vous rejoindre.

#Glenn

Alors, j'aurais dû préciser qu'on est aujourd'hui le vingt-trois septembre. On observe beaucoup de perturbations sur les marchés, en particulier sur le marché obligataire. Et je me demandais si vous pouviez expliquer, pour les personnes qui ne sont ni économistes ni anciens gestionnaires de fonds spéculatifs comme vous, ce qui se passe actuellement sur le marché obligataire américain, et pourquoi c'est si important.

#Alex Krainer

Eh bien, vous savez, le marché des bons du Trésor américain à dix ans est considéré comme, de très loin, le plus grand et le plus important marché au monde, parce qu'il détermine le prix de l'argent. Et cela se répercute ensuite sur tout le reste, pas seulement sur l'économie américaine, mais aussi sur l'économie mondiale. De manière générale, je ne suis pas vraiment satisfait des explications qui

circulent dans la presse financière traditionnelle. Les événements, tels que je les ai observés, suggèrent que la géopolitique joue, au moins pour le moment, un rôle disproportionnellement important dans ce qui se passe. Et nous l'avons constaté.

J'ai commencé à remarquer qu'en deux mille vingt et un, lorsque les États-Unis se sont retirés d'Afghanistan, presque immédiatement, le marché obligataire a commencé à s'effondrer. Autrement dit, les prix des obligations ont baissé et les taux d'intérêt ont suivi une trajectoire durablement ascendante. Au cours des deux années suivantes, donc de deux mille vingt et un à deux mille vingt-trois, nous avons connu le plus important marché baissier obligataire jamais enregistré. Or, les données remontent à deux cent quarante ans. C'était donc un événement majeur. Et puis, vous savez, je dois aussi ajouter que le marché obligataire américain occupe beaucoup de place dans les médias. Mais, en réalité, les obligations européennes, britanniques et, plus récemment, japonaises, se portent bien plus mal que les obligations américaines. Et en fait, si l'on regarde le début de l'administration Trump, les obligations américaines ont même commencé à se redresser.

Donc, pendant plus d'un an, les prix des bons du Trésor américain ont suivi une tendance haussière, graduelle mais soutenue. Et les taux d'intérêt commençaient à baisser. Puis cette tendance s'est interrompue presque exactement au moment du lancement de l'opération Epic Fury, le vingt-huit février. Donc, étant donné que la situation géopolitique est sombre, voire catastrophique, je pense qu'on va en voir davantage. Et puis, pour remettre ça en perspective historique, j'aime toujours regarder l'obligation impériale allemande du siècle dernier. Il y a un graphique que j'ai publié sur mon Substack, qui montre l'évolution de cette obligation depuis les années mille huit cent quatre-vingt, et comment elle baisse progressivement.

Et même pendant la Seconde Guerre mondiale — pardon, la Première Guerre mondiale — le prix de l'obligation est bas, mais il reste relativement stable. Vous savez, il suit une légère tendance à la baisse. Puis, à un moment donné, il casse, il casse son niveau de support, et il entre dans une chute rapide, une chute rapide, jusqu'à tomber pratiquement à zéro. Et je soupçonne que, pour de nombreux pays occidentaux, c'est ce qui pourrait se produire. Mon principal suspect, c'est toujours la Grande-Bretagne, parce que depuis ce retrait malheureux d'Afghanistan, en deux mille vingt et un, les obligations britanniques sont celles qui ont le plus baissé parmi toutes les obligations du monde occidental. Et elles ont continué sur cette trajectoire jusqu'à aujourd'hui. Les obligations européennes, allemandes et françaises, sont en train de les rattraper.

Les obligations japonaises rattrapent leur retard. Mais les obligations américaines, malgré le fait qu'elles soient le marché le plus commenté parce que c'est le plus grand, et que les marchés de capitaux américains soient aussi les plus transparents au monde — on peut y trouver toutes sortes de données, d'agrégats, de statistiques et d'analyses — sont donc très discutées. Les gilts britanniques, les obligations allemandes et les obligations françaises le sont beaucoup moins. Pourtant, je pense qu'elles sont dans une situation bien plus grave que les obligations américaines.

En fait, on pourrait presque soutenir que, si vous deviez détenir des obligations du Trésor, vous pourriez choisir les américaines, puis couvrir votre exposition en prenant des positions vendeuses sur les obligations européennes.

#Glenn

Eh bien, quel impact cela aurait-il, disons, sur les gens ordinaires ? Parce que si les marchés obligataires deviennent moins attractifs, ils devront offrir des rendements plus élevés. Ensuite, ils devront emprunter davantage, vendre davantage d'obligations, imprimer davantage de monnaie. Enfin, comment voyez-vous cette dynamique fonctionner ?

#Alex Krainer

Eh bien, au début, cela peut sembler être une bonne chose. Parce que, pour l'épargne, pour le rendement de leurs régimes de retraite, et ainsi de suite, on a l'impression qu'ils obtiennent des rendements plus élevés. Mais ce qui se passe réellement — et c'est une explication qui n'a pas vraiment la cote, dont peu de gens parlent — c'est, selon moi, ceci. Et c'est pourquoi il y a un lien très étroit avec la géopolitique : à mesure que les puissances occidentales perdent le contrôle, leur emprise sur leurs possessions coloniales — et, vous savez, il faut appeler les choses par leur nom — des endroits comme l'Ukraine, des régions comme le Moyen-Orient, les flux de capitaux qui partaient autrefois de ces régions vers les centres financiers occidentaux se tarissent.

Et de nombreux instruments financiers reposaient sur ces flux de trésorerie. Autrement dit, disons que des institutions financières occidentales accordent des prêts à l'Arabie saoudite, au Qatar, à l'Ukraine — à n'importe quel pays — pour lui permettre de développer ses ressources, d'exploiter son pétrole, son gaz, et ainsi de suite. Ensuite, quand ces pays exportent leurs céréales, leur pétrole, leur gaz, leur urée, et ainsi de suite, ils utilisent ces flux de trésorerie pour rembourser ces prêts, n'est-ce pas ? Eh bien, maintenant, tous ces actifs sont dépréciés. Ces flux de trésorerie se tarissent donc rapidement. Et cela rendrait ces instruments financiers pratiquement sans valeur : des créances douteuses, ou du moins des actifs très, très lourdement dépréciés.

Et cela mettrait pratiquement les détenteurs d'obligations en faillite. Car toutes ces institutions financières sont très fortement endettées. Autrement dit, elles n'ont peut-être que cinq pour cent, ou moins, de fonds propres capables d'absorber les pertes dans leurs bilans. Et elles sont bien davantage exposées à ces actifs dépréciés. Ce qui signifie que si cinq pour cent de leurs avoirs obligataires sont dépréciés, elles pourraient se retrouver totalement en faillite. Donc, dans une véritable économie de marché, ces banques et ces institutions financières, qui ont massivement parié sur des situations pouvant se retourner contre elles, feraient faillite. On assisterait à des ruées bancaires. Mais on ne voit plus de ruées bancaires dans le monde occidental. Et la raison, c'est que, progressivement, les oligarchies bancaires ont pris le contrôle total de nos systèmes économiques en

Occident. Et, si vous vous en souvenez, en deux mille huit, pendant la crise financière mondiale, le secrétaire au Trésor, Hank Paulson, a dû se rendre devant le Congrès et le supplier, à genoux, d'accorder un plan de sauvetage de sept cents milliards de dollars au système bancaire.

Et depuis, ils ont changé les règles du jeu. Ils n'ont plus besoin de demander aux législateurs de les renflouer, ni d'autoriser un plan de sauvetage. En gros, ils peuvent créer autant d'argent qu'ils le souhaitent. Les banques centrales contrôlent donc désormais entièrement le système monétaire. Elles peuvent émettre n'importe quelle quantité de monnaie, à partir de rien. Et ce qu'elles font, c'est émettre de la monnaie pour couvrir toutes ces mauvaises dettes liées aux actifs dépréciés. Cela signifie qu'elles diluent progressivement le pouvoir d'achat de la monnaie en circulation. Et, en réalité, elles dépouillent les citoyens de tous ces pays — les Américains, les Britanniques, les Européens, les Japonais, et ainsi de suite — afin de sauver leurs institutions financières. Donc, au lieu de laisser les banques faire faillite, elles vont faire perdre leur richesse et leurs économies à l'ensemble de la population. Car tous ceux qui ont des économies voient leur pouvoir d'achat diminuer.

Ce n'est pas clair pourquoi. Ils accuseront Poutine. Ils accuseront les Iraniens, ou quel que soit l'ennemi du jour. Mais, en réalité, tout cela est orchestré par les oligarchies bancaires occidentales, dans la City de Londres, à Wall Street, et par leurs autres satellites à travers le monde. Et le résultat, c'est que, progressivement, toutes ces nouvelles liquidités créées vont diluer le pouvoir d'achat de la monnaie. Cela a tendance à s'accélérer. L'inflation tend donc à augmenter avec le temps. Et la perte de pouvoir d'achat annule les gains nominaux. Autrement dit, vous détenez désormais des obligations et, au lieu de ne rapporter aucun rendement, elles vous rapportent peut-être quatre ou cinq pour cent. Mais la perte de pouvoir d'achat dépasse très largement ces gains. Au final, les gens se font quand même dépouiller et voler.

#Glenn

Voyez-vous une possibilité que les États-Unis reviennent sur une partie de tout ça ? Parce que, encore une fois, quand ils ont pu kidnapper le président du Venezuela, ils ont été très explicites. Des gens comme J. D. Vance, et bien sûr Trump lui-même, ont souligné que, désormais, nous contrôlons les immenses ressources énergétiques du Venezuela. Ils ont donc cet actif colonial sur lequel ils ont pu mettre la main. Ils ont aussi une influence grandissante au Groenland. Ils ont leurs petits projets contre Cuba. Ils ne se privent pas de dire qu'ils prévoient de libérer Cuba. Même en Ukraine, on voit cet accord que les Américains ont conclu pour obtenir l'accès à leurs ressources naturelles.

Et pendant les premières phases des attaques contre l'Iran, quand l'optimisme était particulièrement fort à Washington, on a entendu des gens comme Lindsey Graham expliquer combien d'argent on allait récupérer, combien de ressources. Donc, ce serait une souffrance à court terme pour un bénéfice à long terme. Encore une fois, c'est toujours présenté comme ça. Enfin, ils n'emploient pas le terme de « possessions coloniales », mais c'est essentiellement de cela qu'ils parlent. Et même Bessent disait que, quand la guerre contre la Russie sera terminée, la Russie commercerait au moins désormais son énergie en dollars américains. Et donc, là encore, il est évident qu'il y a un objectif

économique majeur derrière beaucoup de ces guerres. Mais voyez-vous une possibilité pour les États-Unis de redresser la situation, ou est-ce que c'est allé trop loin, désormais ?

#Alex Krainer

Non, je pense qu'on est allé trop loin. Mais les États-Unis ont clairement une marge de manœuvre bien plus grande que les autres nations. Les États-Unis peuvent utiliser leur puissance militaire pour contraindre des pays à entrer dans le système du dollar. Le Venezuela a peut-être été un cas extrême : le président a, en gros, été enlevé, et on a dit aux autres : « Vous ferez ce qu'on vous dit, sinon... » Donc, je ne pense pas que le pétrole vénézuélien, à lui seul, puisse réellement inverser facilement ces pressions. D'après ce que je comprends, l'industrie pétrolière du Venezuela nécessitera des investissements très, très importants avant que ce pétrole ait un effet vraiment substantiel sur l'économie américaine. En revanche, les Américains peuvent utiliser le pétrole vénézuélien comme garantie pour émettre beaucoup de prêts. Ces prêts deviennent ensuite des actifs inscrits au bilan des banques américaines.

Disons que l'estimation soit de cent milliards de dollars pour permettre à l'industrie pétrolière vénézuélienne d'atteindre son plein potentiel. Eh bien, les banques de Wall Street peuvent accorder cent milliards de dollars de prêts au Venezuela. Et ces cent milliards deviennent alors de tout nouveaux actifs dans les bilans des banques de Wall Street. Et si l'industrie pétrolière redémarre, les flux de trésorerie issus des ventes de pétrole au Venezuela iront tous vers les banques de Wall Street. C'est donc, en ce sens, la marge de manœuvre dont disposent les banques américaines grâce au statut de superpuissance des États-Unis. On a aussi vu que les Américains ont pu transférer l'or vénézuélien de Londres à New York. Cela aussi constitue une garantie. Les Vénézuéliens n'ont pas été autorisés à vendre leur pétrole et à obtenir des dollars, mais ils peuvent utiliser ce pétrole comme garantie pour contracter des prêts, pour obtenir du crédit.

Encore une fois, l'or restera aux États-Unis, et les prêts deviendront des actifs inscrits dans les comptes des banques de Wall Street. Vous savez, les États-Unis peuvent probablement faire la même chose avec le Groenland. Je pense que les ressources canadiennes ont déjà été largement utilisées comme garantie. Vous savez, les soixante-quinze milliards de barils de pétrole canadien, je pense qu'ils ont déjà tous servi de garantie pour les banques de Wall Street. Mais, vous savez, les États-Unis ont clairement le pouvoir de contraindre et de forcer d'autres nations à entrer dans leur système. Et, en ce sens, ils disposent d'une marge de manœuvre bien plus grande. Les Britanniques ne peuvent pas faire la même chose. Les Européens non plus. Donc, je pense que le système financier européen, le système financier britannique et le système financier japonais envisagent tous un avenir qui ressemblera probablement à l'effondrement de la République de Weimar, au début des années mille neuf cent vingt, au siècle dernier. Il y a environ cent quatre ans.

#Glenn

Eh bien, il semble que le tableau d'ensemble soit le suivant : tout le modèle économique est en train de s'effondrer, ou bien il arrive au bout de ses limites. On peut peut-être le prolonger, mais on voit bien que cette financiarisation de l'économie ne fonctionne plus, surtout à mesure que les États-Unis perdent aussi leur domination sur la scène mondiale. Cela semble renverser complètement ce qui était attendu après la guerre froide. Vous vous souvenez qu'à l'époque, Fukuyama avait avancé cette thèse selon laquelle nous étions arrivés à la fin de l'Histoire. Et cette thèse reposait essentiellement sur deux éléments. Le premier, c'était que le monde entier devait, en substance, se remodeler sur les États-Unis, adopter leur modèle économique et leur leadership. C'était la seule manière, pour les pays, de se développer et de devenir puissants. Mais aujourd'hui, on voit apparaître des alternatives. Autrement dit, les Chinois mettent en avant un nouveau modèle économique.

Je pense que le réduire au communisme, ce n'est pas juste. À mes yeux, cela ressemble davantage au capitalisme industriel qu'ont connu les Américains au dix-neuvième siècle. Mais je me demandais... Vous savez, quand un système échoue, il y a inévitablement des débats, et sans doute des modèles concurrents sur la manière de gérer une économie. Et, encore une fois, il est difficile de ne pas prendre le modèle chinois au sérieux aujourd'hui, vu l'immense succès qu'il a rencontré. Je veux dire, on n'a jamais vu ça dans l'histoire de l'humanité : autant de gens, des centaines de millions de personnes, sortir aussi vite de la pauvreté pour vivre aujourd'hui dans la première économie mondiale, du moins en parité de pouvoir d'achat. Je me demandais donc : comment voyez-vous les choses aujourd'hui ? Le modèle économique chinois est en plein essor. Peut-il discréditer le modèle américain, surtout maintenant qu'il se heurte à ces problèmes financiers ?

#Alex Krainer

Eh bien, c'est une excellente question, Glenn. Et c'est l'une des grandes idées reçues qu'il m'a pratiquement fallu toute une vie pour comprendre. Parce que, si vous allez à l'université étudier l'économie, le programme est presque toujours centré sur les grands classiques : Adam Smith, David Ricardo, et ainsi de suite. Puis John Maynard Keynes et Milton Friedman. On vous donne toujours l'impression que les seules alternatives, c'est, vous savez, soit davantage de libre marché, soit encore davantage de libre marché. Et puis il y a aussi cette fausse opposition entre la gauche et la droite, vous savez : le socialisme contre le capitalisme. Et cela divise presque les gens en deux camps : ceux qui sont favorables au socialisme, et ceux qui sont contre le socialisme et pour le capitalisme.

Mais presque personne n'essaie vraiment de définir les termes avec précision. Qu'est-ce que ça veut dire, une économie socialiste ? Les gens qui écument de rage dès qu'on mentionne le socialisme, au fond, leur reproche, c'est qu'ils ne veulent pas que qui que ce soit reçoive quoi que ce soit gratuitement. Et ils parlent toujours des soi-disant reines de l'aide sociale, et des gens qui ne travaillent pas parce qu'ils veulent obtenir des trucs gratuits de l'État, et ainsi de suite. Mais ils ne se plaignent jamais des grandes banques et des grandes entreprises qui reçoivent elles aussi des cadeaux de l'État. Et cela se produit à une échelle bien, bien plus grande. Ce que ces pays soi-disant capitalistes distribuent en aides aux grandes entreprises et aux banques est énorme, comparé aux

miettes qu'ils donnent aux soi-disant reines de l'aide sociale et aux personnes qui vivent des aides sociales.

Personne ne se plaint de ça parce que, vous savez, apparemment, dans le système capitaliste, les banques et les entreprises devraient recevoir n'importe quelle somme d'argent de l'État, du moment qu'on l'habille en subventions, en plans de relance, et ainsi de suite. Mais la vraie opposition, c'est celle entre le système de marché libre et le système national d'économie politique. Le système de marché libre cherche essentiellement à supprimer tous les obstacles à la circulation des capitaux d'investissement entre les nations. Autrement dit, la classe des investisseurs, les oligarchies bancaires, peut investir dans n'importe quel pays. Et les pays doivent se faire concurrence pour offrir le rendement le plus élevé possible à cette classe d'investisseurs. Et pour offrir le rendement le plus élevé possible, il faut éliminer pratiquement tout ce qui représente un coût. Autrement dit, il faut sabrer les retraites.

Il faut comprimer les salaires autant que possible. Il faut retirer de l'argent au système de santé, aux infrastructures, à tout ce qui améliore la qualité de vie. Au fond, le système de marché libre, c'est une course vers le bas. Et toutes les nations du monde sont forcées d'entrer dans ce système. Toute nation qui souhaite améliorer les conditions de vie chez elle devient une cible. D'abord avec des sanctions, puis, à terme, avec une attaque militaire. C'est ce que nous voyons en Chine. Et nous avons vu de nombreux épisodes de ce genre au cours de l'histoire : aux États-Unis, en Allemagne, au Japon, à Singapour, en Corée du Sud, en Italie, et ainsi de suite. C'est là que ce système national d'économie politique a été appliqué. Oui, et j'ai oublié de mentionner la Russie, depuis que Vladimir Poutine est arrivé au pouvoir.

On observe une hausse presque spectaculaire de la prospérité, de la productivité et, plus largement, de la richesse nationale. Parce que ce qui se passe, c'est que le pays refuse de participer à cette course vers le bas. Il utilise sa productivité et la richesse qu'il crée pour les réinvestir dans sa propre société, chez lui. Donc, à mesure que la richesse s'accumule, elle est investie dans la santé, l'éducation et les infrastructures. La Chine a ainsi construit, en l'espace d'environ dix-huit ans, cinquante mille kilomètres de lignes ferroviaires à grande vitesse, qui fonctionnent réellement et transportent chaque jour des millions de personnes à travers tout le pays. Aux États-Unis, les responsables politiques parlent de réseaux ferroviaires à grande vitesse depuis les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, aussi loin que je m'en souviens. Et aujourd'hui, les États-Unis disposent, je crois, d'environ cent vingt miles de lignes à grande vitesse au total. Et aucune ne fonctionne.

Aucun d'entre eux ne fonctionne réellement. Et le coût aux États-Unis... je me suis penché sur la question il y a environ deux ans... quand on additionne tous les coûts, tout l'argent dépensé pour ce projet, on arrive à environ trois cents millions de dollars par mile de réseau ferroviaire à grande vitesse, qui ne fonctionne toujours pas. En Chine, cinquante mille kilomètres — soit trente et un à trente-deux mille miles — de lignes à grande vitesse ont été construits pour un dixième de ce coût, environ trente millions de dollars par mile. Le contraste entre les deux systèmes est donc extraordinaire. Et c'est pour cela, je pense, que les puissances occidentales ont, au cours de l'

histoire, cherché à détruire les nations qui tentent d'appliquer le système national de gouvernance. Parce qu'elles ne peuvent pas tolérer ce contraste. Parce que les gens peuvent se demander : pourquoi ne pouvons-nous pas avoir ce que les Chinois ont ?

Pourquoi ne pouvons-nous pas avoir de réseaux ferroviaires à grande vitesse ? Pourquoi tout le monde ne pourrait-il pas avoir accès à des soins de santé très abordables et très efficaces ? Pourquoi ne pourrait-on pas sortir les gens de la pauvreté ? Si la Chine a réussi à sortir huit cents millions de personnes de la pauvreté, pourquoi tous les autres pays ne pourraient-ils pas faire la même chose ? Bien sûr qu'ils le peuvent. Ils le peuvent vraiment. Mais on n'autorise pas l'application de ce modèle de gouvernance. On n'autorise pas sa mise en œuvre. Vous savez, aujourd'hui, nous avons le Burkina Faso. Et ce qui est intéressant, c'est que mes recherches sur ces deux systèmes de gouvernance opposés... j'ai trouvé des documents utiles auprès de l'organisation LaRouche. Et, en réalité, la personne qui a le plus contribué à faire sortir ce savoir de l'oubli, de ce trou de mémoire, c'est Lyndon LaRouche.

Et il était remarquable. Pour cela, il a fait l'objet d'une véritable campagne de diffamation et a été emprisonné. Mais, fondamentalement, l'organisation LaRouche a popularisé ces connaissances et les a diffusées. Et il se trouve qu'au Burkina Faso, elles sont aujourd'hui mises en pratique. Cela vient de la même source, parce qu'Ibrahim Traoré essaie aujourd'hui d'appliquer le même modèle que son prédécesseur, Thomas Sankara, avait tenté de mettre en œuvre. Et Thomas Sankara a été conseillé, en matière de gouvernance économique, par un économiste français. Il s'appelait Jacques Cheminade. Jacques Cheminade était un très proche collaborateur de Lyndon LaRouche.

Ce qu'ils ont essentiellement remis au jour, c'est le savoir en matière de gouvernance économique, en remontant à des économistes comme Friedrich List, Alexander Hamilton ou Henry Carey. C'était le modèle qui a transformé les États-Unis, d'un patchwork de colonies britanniques disparates, en la superpuissance qu'ils étaient déjà devenus à la fin du dix-neuvième siècle. Mais ensuite, vous savez, au début du vingtième siècle, il y a eu l'infiltration de l'Empire britannique. Il y a eu la création de la Réserve fédérale. Vous savez, tout le monde universitaire a été infiltré. Tout l'enseignement de l'économie a été ramené à ces classiques britanniques. Et depuis, c'est le libre-échange à perte de vue. Oui.

#Alex Krainer

La présidence de Roosevelt, dans les années mille neuf cent trente et mille neuf cent quarante, est de nouveau revenue à l'ancien système national. Mais ça n'a pas duré longtemps. Après l'arrivée de Harry Truman à la présidence, tout est reparti vers les marchés libres. Et on en voit les résultats. Partout où les marchés libres sont imposés, la misère augmente, la richesse est extraite. Et toute cette richesse, par les mécanismes dont nous avons parlé au début — vous savez, les banques de Wall Street, les banques de la City de Londres, les banques françaises — est extraite, en gros, de leurs colonies, en y laissant la misère.

#Glenn

Oui, je pense que les gens commencent à se poser des questions. Parce que chaque fois qu'on célèbre la croissance économique, ils constatent que leurs salaires, eux, stagnent ou baissent. Mais, en réalité, ce dont on parle, c'est d'une hausse de la Bourse. Et cela accentue encore les écarts économiques, ce qui finit par avoir des répercussions sur l'économie, sur la démocratie, sur tout le reste. Mais ce qui est intéressant, c'est qu'il n'est pas nécessaire d'inventer une nouvelle forme de capitalisme. Il faut se concentrer sur l'économie réelle, comme on l'a vu au dix-neuvième siècle. C'est d'ailleurs ce que les Américains ont fait. Et si l'on regarde les économistes libéraux du dix-neuvième siècle, que ce soit David Ricardo, John Stuart Mill ou d'autres, ils soulignaient la nécessité de taxer les rentiers. L'idée, c'est que quelqu'un tire de la richesse du processus de production sans y contribuer. Et c'est quelque chose dont il faut se débarrasser. Donc, si vous le taxez, vous pouvez éviter l'émergence d'oligarques et préserver la compétitivité du marché. Vous pourriez aussi utiliser l'imposition des rentiers pour financer les infrastructures et l'éducation, dans l'idée que cela renforcerait la compétitivité du pays, mais aussi le niveau de vie.

Je veux dire, si vous proposiez ça aujourd'hui — que Warren Buffett ne devrait peut-être pas gagner des milliards pendant qu'il dort, et qu'une partie de cet argent devrait servir à bâtir l'économie réelle du pays — ce serait dénoncé comme du socialisme. Ce serait, au fond, du colonialisme. Exactement. C'est assez extraordinaire, parce que ce n'est pas ce que le libéralisme économique voulait dire autrefois. Et comme vous l'avez dit, les capitalistes industriels ou les nationalistes économiques, les Alexander Hamilton et les Friedrich List, qualifiaient certains excès du libre-échange d'impérialisme du libre-échange. Et l'antidote, c'était un siècle de « système américain », fondé, vous savez, sur ces trois piliers.

Ils disposeraient d'une base industrielle, qu'ils développeraient grâce aux subventions et aux droits de douane. Ils développeraient leurs infrastructures de transport : les ports, les routes, puis plus tard le rail. Et le troisième pilier, c'était la banque nationale et, vous savez, le système américain. Cela a très bien servi l'Amérique. Très bien même. Le pays s'est développé rapidement et est devenu très riche au dix-neuvième siècle. Et ce que vous avez vu a été copié par les Français, les Allemands, à la fin du dix-huitième siècle et au dix-neuvième siècle, puis par les Russes. Mais vous l'avez aussi vu chez les Japonais. Vous savez, c'était ça, le système. Et d'une certaine manière, quand on raconte cette histoire aujourd'hui, on donne l'impression que tout le monde était d'accord avec les marchés libres et les marchés ouverts. Franchement, ça ressemble à du révisionnisme historique.

Je suppose que ma question est la suivante : est-ce qu'il est possible de revenir en arrière ? Parce que, vous savez, il n'est pas nécessaire de réinventer la roue. Mais il faudrait réorienter les priorités, s'éloigner de l'économie financiarisée pour revenir à une économie réelle. Car j'ai l'impression que la guerre contre la Russie, surtout, a réveillé beaucoup de gens en Occident. On voit des gens comme Mark Rutte se vanter que la Belgique et les Pays-Bas ont une économie plus grande que celle de la

Russie. Pourtant, ils n'arrivent pas à comprendre comment l'économie russe peut résister à toutes les sanctions et produire davantage que l'ensemble de l'OTAN. Je veux dire, à un moment donné, est-ce qu'il n'y aurait pas un mouvement de balancier, un retour vers une économie réelle ?

#Alex Krainer

Eh bien, oui. Et pour répondre à votre question, Glenn, c'est possible. Et je pense même que c'est plus que possible. Je pense que c'est nécessaire. En réalité, c'est une question de... c'est peut-être la question la plus importante, celle qui déterminera quel avenir nous allons laisser aux générations à venir. Parce que, si vous extrapolez la trajectoire de l'un et de l'autre système, avec un système national de gouvernance économique, vous obtenez la prospérité. Vous obtenez une vie agréable. Vous obtenez des sociétés sûres et bien organisées, comme celles que nous voyons émerger aujourd'hui dans des pays comme la Russie, la Chine, et quelques autres, espérons-le. Je pense notamment à d'anciennes dépendances coloniales africaines, comme le Burkina Faso, le Niger et d'autres.

L'autre système, c'est... la trajectoire nous mène vers une misère absolue. Au point que les responsables de ce système et de ce modèle de gouvernance commencent réellement à parler de transformer les gens en animaux piratables. Ils ne nous voient plus comme des êtres égaux à eux-mêmes. Maintenant, ils commencent à se dire : bon, nous n'avons pas vraiment besoin de manger de la viande rouge. Nous pourrions survivre avec de la nourriture à base d'insectes. Et, vous savez, une fois à la retraite, il vaudrait mieux que nous ne continuions pas à vivre, parce qu'au lieu d'être des contributeurs nets au capital de la société, nous devenons des consommateurs nets de capital. Vous savez, Christine Lagarde a fait cette déclaration.

Et puis ils commencent à dire : « Oh, en réalité, il n'est même plus souhaitable de continuer à vivre après soixante-seize ans. » Rahm Emanuel... non, Ezekiel Emanuel défendait cette idée. Et maintenant, on voit que, juridiction après juridiction, ils adoptent des lois sur l'aide médicale à mourir, et qu'ils débranchent tout simplement des gens. Et ils encouragent les gens à se débrancher s'ils ne sont plus utiles. Et maintenant, vous savez, ce n'est pas que chaque personne dans la hiérarchie soit malveillante et veuille servir ce système malsain. Mais le système de gouvernance lui-même détermine et définit les incitations qui, au bout du compte, mènent à ces résultats. Et il n'y a aucun frein. Ce système mène réellement jusqu'à la conclusion que l'on peut extrapoler à partir d'aujourd'hui.

Et vous savez, les gens d'en haut veulent nous enfermer dans des villes à quinze minutes, en gros dans des ghettos. Ils veulent nous nourrir avec des aliments à base d'insectes. Ils veulent... Vous savez, tout ce qu'on voit venir du Forum économique mondial, avec leurs plans pour la quatrième révolution industrielle, l'Agenda vingt-trente de l'ONU, et ainsi de suite. Donc, au fond, c'est un avenir dystopique très sombre que ce système nous propose. Alors que le système national, lui, offre un avenir radieux, fait de paix, de prospérité, d'abondance et de créativité. Parce que, vous savez, une fois que les gens ne sont plus pauvres, qu'ils ne luttent plus simplement pour s'en sortir, une fois qu'ils sont émancipés, ils peuvent consacrer leur énergie à leurs passions. Et ils finissent, vous

savez, par écrire des symphonies, des opéras, par peindre, sculpter et créer de merveilleuses choses, de nouvelles inventions extraordinaires.

C'est donc, vous voyez, une façon de bâtir une civilisation de haut niveau, plutôt que de sombrer dans une dystopie orwellienne totale. Et c'est parfaitement notre droit de naissance. Nous n'avons pas à nous soumettre aux oligarchies bancaires qui veulent définir pour nous le cadre du développement et nous dire : bon, vous savez, nous allons orienter les capitaux vers des installations de captage du carbone. Nous allons capter le carbone de l'atmosphère et le stocker sous terre. Mais de quel genre d'économie de marché capitaliste parle-t-on ? Quel marché existe pour ce genre de choses ? Pourtant, on nous l'impose pour gaspiller la productivité des gens, pour ancrer la pauvreté et empêcher toute forme de développement sensé dans la société.

Et bien sûr, il y a toujours la guerre, parce qu'elle ne gaspille pas seulement des ressources, elle gaspille aussi des vies. Mais ils veulent la guerre plus que toute autre chose. Alors nous, vous savez, c'est sans doute le choix le plus important que nous puissions faire à ce stade du développement de l'humanité. Et ce ne sera pas facile, parce que ces gens sont prêts à tuer pour ce choix. Les huit présidents des États-Unis qui ont été assassinés, ou qui sont morts dans des circonstances mystérieuses pendant leur mandat, cherchaient tous à défendre le système national de gouvernance économique — ou ce que nous appelons aussi le système américain — parce qu'il a été lancé par Alexander Hamilton aux États-Unis, il y a un peu plus de deux cents ans.

#Glenn

Le fait est que nous avons déjà eu ces débats il y a très longtemps. Avec Karl Polanyi, par exemple, l'historien de l'économie qui en parlait il y a presque un siècle. Il soulignait que, si l'on laisse la société devenir simplement une annexe de l'économie, et qu'on la réorganise en fonction de ce qui maximise l'efficacité économique, cela finit généralement par un désastre. Et puis, vous savez, il y a aussi des notions comme le déterminisme économique : l'idée selon laquelle les conditions économiques devraient façonner la société, la politique, la culture ; que tout devrait être organisé autour de cela. Encore une fois, la principale leçon, quand on n'a pas des nations avec des économies, mais des économies avec des nations, c'est que cela finit généralement en tragédie. Pourtant, il y a étonnamment peu de discussions sur ce sujet. Mais nous y voilà.

J'avais quand même une dernière question. En lien avec certains conflits actuels, vous avez commencé par dire que les pays ont besoin d'actifs coloniaux, ou d'actifs physiques inscrits à leur bilan, comme fondation de cette immense maison de cartes financière. Mais comment cela fonctionne-t-il pour les Européens ? Que se passe-t-il quand ils perdent la guerre par procuration en Ukraine ? Ou, pour mieux le formuler, quand ils perdent cette guerre par procuration ? Aucun de leurs investissements n'est remboursé. Toutes les ressources fiscales de l'Ukraine, qui seraient administrées par les pays de l'OTAN, tout cela commence à s'effondrer. Et il n'y a pas... Enfin, l'argent qui a été injecté là-dedans... Ils ont accordé beaucoup de ces prêts, semble-t-il, en s'appuyant désormais sur les avoirs russes gelés. Peuvent-ils vraiment se permettre de voir cette

guerre prendre fin ? S'ils doivent dégeler les avoirs russes, que se passe-t-il exactement en Europe, à ce moment-là ?

#Alex Krainer

Oui.

#Alex Krainer

Eh bien, les avoirs russes gelés ne suffiront pas indéfiniment, parce qu'on parle, je crois, d'une somme comprise entre deux cents et trois cents milliards d'euros. Et une partie de cet argent a déjà été gaspillée et dépensée. Mais ils peuvent toujours faire comme si cet argent existait encore, et l'utiliser comme garantie. Sauf que c'est une somme limitée. Et nos élites politiques, bancaires et économiques dilapident ces sommes à un rythme très rapide. Donc, quand ils perdront l'Ukraine — et ils sont en train de la perdre, et dans une large mesure, ils l'ont déjà perdue —, ce qui se passera, c'est que les flux de liquidités qu'ils espéraient voir revenir d'Ukraine vers les institutions financières européennes se sont, pour l'essentiel, taris. Je pense qu'ils se sont complètement taris.

Je pense qu'à ce stade, leur bilan net est probablement négatif. Cela signifie que la Banque centrale européenne, ainsi que les banques centrales des différents pays, comme la France, l'Allemagne et ainsi de suite, vont devoir tout simplement créer, à partir de rien, les liquidités nécessaires pour maintenir le système à flot, pour éviter qu'il ne se grippe. Et cela nous ramène, une fois encore, à la dilution du pouvoir d'achat de l'euro. Cela mène à l'inflation, puis, à terme, à l'hyperinflation. Et quand vous détruisez la monnaie, vous détruisez la société. Donc, nous allons probablement — presque certainement — assister à l'effondrement de l'Union européenne. Nous verrons aussi l'effondrement de l'OTAN. Quant à la manière dont les différents pays d'Europe vont continuer à fonctionner, je pense que la question reste ouverte. Parce que, vous savez, on voit déjà émerger avec force des mouvements politiques en faveur de la souveraineté.

#Alex Krainer

Sinon dans la plupart des pays, du moins dans beaucoup d'entre eux, c'est certain. Et beaucoup veulent un avenir complètement différent de celui que les bureaucrates de l'Union européenne nous imposent. Bien sûr, nous allons probablement assister à des luttes très, très dures pour l'avenir politique de l'Europe. Et je crains que cela n'inclue aussi beaucoup de terrorisme et beaucoup d'assassinats. Vous savez, des choses comme celles que l'Europe a connues au cours de son histoire. Peut-être plus récemment, dans l'Allemagne des années mille neuf cent trente, lorsque des dirigeants politiques opposés étaient tout simplement éliminés, assassinés avec leurs soutiens. En fait, on a vu des évolutions similaires, à plus petite échelle, en Allemagne dans les années mille neuf cent soixante-dix et mille neuf cent quatre-vingts. L'OTAN menait l'opération Gladio.

#Alex Krainer

Contre, contre, vous savez, il y a eu l'enlèvement du Premier ministre italien Aldo Moro. Il y a eu des attentats terroristes en Belgique, en Allemagne et en Italie, parce qu'on craignait que ces nations ne se tournent vers, entre guillemets, le socialisme ou le communisme. Et puis, nous avons aussi vu l'assassinat du président de la Deutsche Bank, Alfred Herrhausen, au moment où le mur de Berlin allait tomber. Il était l'un des principaux conseillers économiques d'Helmut Kohl. Il préconisait un accord avec la Russie, en disant : voilà, la technologie et l'industrie allemandes, les ressources russes. On s'associe, et cela alimente le développement de l'Allemagne, au bénéfice mutuel de l'Allemagne et de la Russie.

Eh bien, il a été assassiné à cause de ces idées. Et à la place, nous avons dû élargir l'OTAN et créer les conditions de la guerre que nous sommes aujourd'hui sur le point de connaître. Je pense donc que l'Europe traverse une période très difficile, une transition très compliquée. Mais il est essentiel de garder à l'esprit toutes ces leçons de l'histoire et de l'économie, afin d'orienter l'avenir du développement de l'Europe vers des issues positives. Plutôt que de se diviser en deux camps : un camp qui pousse au socialisme, un autre qui pousse au capitalisme de libre-échange. Et puis, vous savez, de finir probablement quelque part entre les deux, avant de recommencer à appliquer le même schéma depuis le début.

#Glenn

Je continue aussi de penser que si, au lieu de ces possessions coloniales, les Européens avaient voulu revenir à quelque chose de plus durable, imaginez s'ils s'étaient associés aux Russes après la guerre froide. À quel point les choses auraient été différentes. Je comprends bien que les années quatre-vingt-dix étaient différentes. Autrement dit, l'idée de départ aurait été la suivante : si vous élargissez l'OTAN, cela créera une hégémonie collective en Europe. Elle serait immensément plus puissante que la Russie. Ce serait donc plutôt une interdépendance asymétrique. Les Russes auraient donc dû, en substance, accepter les règles dictées par l'Occident politique, mais sans avoir leur place à la table. Ils auraient tout de même pu obtenir les accords économiques les plus avantageux.

Ils pourraient en tirer des concessions politiques. Mais toute cette idée de bâtir une hégémonie collective, de redécouper l'Europe, de maintenir les Russes et les Allemands séparés, tout cela reposait sur un modèle économique international qui n'existe plus. Je veux dire, avec l'ascension de la Chine, cet objectif vieux d'un siècle, qui consistait à repousser la Russie vers l'est... aujourd'hui, elle est liée à l'économie chinoise. Et vous avez la plus grande superpuissance technologique du monde, alliée à la puissance russe en matière de ressources naturelles. C'est incroyable. Je pense que les historiens ne jugeront pas favorablement l'époque actuelle. Et les meilleurs plans qu'ils avaient, au fond, pour relancer leur domination économique, c'étaient ces aventures militaires. Enfin bref, avez-vous une dernière réflexion avant qu'on termine ?

#Alex Krainer

Eh bien, vous savez, pour rebondir sur ce que vous venez de dire, je pense que c'est leur plan. Je pense que le schéma dont vous parlez vient en quelque sorte de la géopolitique britannique, telle qu'elle a été formulée par Halford Mackinder. Ils étaient très, très préoccupés à l'idée que la Russie et la Chine s'allient et définissent ensemble l'avenir du développement de l'Europe et de la Russie, en dehors du contrôle de la City de Londres et de Wall Street. Mais même Halford Mackinder, si vous le lisez, était conscient que la Chine représentait un facteur de risque. Et qu'il existait, vous savez, une possibilité, même faible, que la Russie et la Chine s'allient.

Mais une partie du défaut de leur raisonnement, c'est qu'il est en réalité profondément raciste. Parce que ce que Mackinder disait, au fond, c'était que les Chinois n'étaient pas vraiment capables de faire une chose pareille, de développer leur nation de manière à devenir un partenaire crédible pour les Russes. Selon lui, les Chinois ne pouvaient y parvenir que s'ils étaient guidés et administrés par les Japonais. Il l'a écrit explicitement dans ses textes. Et ils pensaient que la lumière ne venait que de l'Occident, que les autres nations étaient inférieures, qu'elles étaient incapables de trouver leur voie. Et je pense que beaucoup de ces plans, élaborés il y a très longtemps, sont aujourd'hui en train de s'effondrer. Car ils reposaient sur tellement d'hypothèses qui se révèlent maintenant totalement fausses et erronées.

Et je pense que c'est là qu'il y a beaucoup d'espoir pour le reste d'entre nous. Parce qu'au fond, leur château de cartes est en train de s'effondrer. Et cela libère un espace dont nous, les gens d'en bas, pouvons nous servir pour construire un avenir différent. Mais nous devons vraiment nous armer de connaissances pour bien faire les choses. Et je pense que, vous savez, je veux vous remercier d'avoir cette émission, de faire ce que vous faites. Parce que ce genre de discussions, c'est exactement ce dont nous avons besoin. Nous ne trouverons peut-être pas les réponses à toutes les questions. Mais au moins, vous éclairez un peu certains sujets, et d'autres personnes peuvent ensuite aller plus loin. Et je pense que l'effet que nous avons aujourd'hui... Isaac Newton disait : « Si j'ai pu voir aussi loin, c'est parce que je me tenais sur les épaules de géants. »

Et je pense que ce que nous avons aujourd'hui ressemble presque à un processus organique. Nous grimpons tous les uns sur les autres, en nous appuyant sur le travail et l'énergie des autres. Et je pense que nous pouvons aller bien plus haut qu'Isaac Newton n'aurait jamais pu rêver d'aller. Et je pense que nous n'avons aucune excuse pour ne pas le faire. Aucune génération avant nous n'a disposé de toutes ces ressources, ni d'un savoir aussi largement diffusé. Et même si la plupart des gens sont trop absorbés par leur simple survie, je pense qu'il y a suffisamment de personnes capables d'apprendre, d'étudier, de faire de la recherche et de contribuer à façonner une société future que nous souhaiterions vraiment laisser à nos enfants, et aux enfants de nos enfants. Alors, je pense que nous sommes très bien placés. Nous devons simplement être courageux, actifs et travailleurs, pour nous assurer de bien faire les choses.

#Glenn

Eh bien, cette mentalité reste très présente : l'idée que les Chinois ne savent pas innover, qu'ils ne font que copier. On pourrait croire que cette vision serait dépassée aujourd'hui, mais il y a aussi cette supposition : peut-être qu'ils ont copié certaines de nos choses, qu'ils ont bien réussi, mais qu'à un moment, nous reviendrons à l'ordre naturel des choses, à la condition naturelle. C'est-à-dire à notre supériorité. Oui, à notre supériorité. Eux, ils seront de nouveau à genoux. C'est ça, l'hypothèse. Mais on n'explique pas clairement pourquoi, exactement, on pense que ce serait l'ordre naturel des choses. J'imagine que si l'on ne regarde le monde qu'à travers les deux cents dernières années, alors oui, ce serait l'ordre naturel des choses.

Mais si vous élargissez un peu la perspective, la période considérée, alors ça paraît différent. Ça me rappelle quelque chose que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a écrit en deux mille quinze ou deux mille seize. Il disait que, pour les Russes, leur histoire les avait aussi conduits à voir le monde un peu de cette façon. Chaque fois qu'ils regardaient vers l'est, ils arrivaient en Asie centrale. Économiquement, ça stagne. Il n'y a pas de corridors maritimes internationaux. Il n'y a rien, là-bas. Donc, pour eux, l'est a toujours été synonyme de stagnation. À l'ouest, pendant trois cents ans, depuis Pierre le Grand, ils se sont tournés vers l'Occident pour le développement économique et la modernisation. Et il voulait en quelque sorte dire que cette époque est révolue.

Aujourd'hui, vous savez, si vous voulez voir la modernisation, regardez vers l'Asie. C'est... vous savez. Et donc, je pense que... Oui, on pourrait faire la même chose en Occident, à condition de changer certains de ces points de vue. Mais on dirait que c'est l'inverse qui se produit. Je pense que cette idée selon laquelle l'état naturel des choses serait le retour de la domination occidentale explique beaucoup de politiques américaines sur le continent eurasiatique. Si vous pouvez briser la Chine à l'est, briser les Russes à l'ouest et les Iraniens au sud, alors l'hégémonie serait rétablie. Mais, au contraire, on voit toutes ces grandes puissances eurasiennes se rapprocher. C'est peut-être le pire cauchemar de Halford Mackinder. Donc oui, c'est vraiment un sacré désordre.

#Alex Krainer

Oui, exactement. Exactement. Je pense que ce qui se passe aujourd'hui correspond précisément au pire scénario qu'Halford Mackinder avait formulé. Et je pense que ce que vous venez de souligner est extrêmement important à comprendre. Parce que cela montre que, partout où les gens, l'humanité, s'émancipent de la pauvreté, des choses formidables commencent à se produire, s'ils sont libres de travailler et de mener des activités productives. Du côté occidental, vous savez, ça me fait rire. Parce qu'il y a eu, même dans les années quatre-vingt-dix, à un moment donné, un article universitaire. Je crois qu'il avait été publié par la Harvard Business Review, si je ne me trompe pas. Mais le titre de l'article était : « Pourquoi la Chine ne peut pas innover. » Ils ont donc écrit tout un article universitaire pour expliquer pourquoi les Chinois ne sont pas capables d'innover. Et vous savez, c'est un peu comme les dirigeants du système occidental qui se persuadent que le monde ne peut pas continuer sans eux.

Ils doivent se soumettre à nous. Ils doivent accepter que ce soit nous qui commandions, et qu'ils fassent ce qu'on leur dit. Sinon... Mais c'est dans leur propre intérêt, parce que nous pouvons innover. Eux, ils ne le peuvent pas. Ils ne sont pas capables de gérer ça. Et maintenant, la Chine monte en puissance. Et il est évident pour tout le monde que c'est un modèle bien, bien meilleur. Alors, les gens commencent à poser des questions très embarrassantes, auxquelles ils ne pourront pas répondre avec les dogmes d'Adam Smith, de David Ricardo et de tous ces gens-là. Je pense donc qu'il est temps de tourner la page, et de commencer vraiment à aller jusqu'au bout de l'analyse, pour voir ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire. Et nous sommes à l'aube de ces changements. Je pense donc que c'est un endroit formidable où être : là où le danger est maximal, mais où les opportunités sont maximales aussi.

#Glenn

Eh bien, je pense que, vous savez, quand on occupe une position de domination économique massive, on a effectivement, je suppose, une tendance à adopter des idéologies qui renforcent sa propre domination. Par exemple, au dix-neuvième siècle, quand nous avons pris de l'avance — c'est-à-dire quand l'Occident politique a pris de l'avance dans la révolution industrielle — beaucoup de cette idée du « fardeau de l'homme blanc », ou, oui, de la mission civilisatrice, apparaît. L'Occident serait alors l'enseignant qui civilise. Donc nous allons diriger le monde, mais pour votre bien. Parce que, comme un enfant un peu naïf, vous allez en tirer profit. Nous allons vous élever. Et ce que j'ai trouvé fascinant après la guerre froide, c'est que, dans la littérature universitaire sur l'Union européenne et l'OTAN, ils utilisent le même langage. Ils continuaient à désigner l'Union européenne et l'OTAN comme des agents de socialisation.

C'était leur nouveau rôle. Ils allaient socialiser d'autres pays pour qu'ils deviennent des alliés comme nous, des démocraties libérales. Et ainsi, une fois de plus, nous dominerions. Mais ce serait pour le bien de toute l'humanité. Le problème, c'est que tout ce modèle s'effondre si, vous savez, votre élève obtient son diplôme. Il faut donc que la relation soit perpétuelle. C'est presque comme avec un parent violent ou un professeur. On les maintient sous contrôle pour qu'ils ne remettent jamais votre autorité en cause. C'est... je ne sais pas, cette relation professeur-élève, sujet-objet. Je veux dire, c'est assez extraordinaire de voir comment la littérature se présente encore aujourd'hui. Mais bon, nous y voilà. Enfin bref, Alex, désolé, je me suis un peu écarté du sujet. Merci beaucoup pour votre temps, je l'apprécie vraiment. Merci.

#Alex Krainer

C'est toujours un plaisir, Glenn. Prenez soin de vous, et à la prochaine.